

RD CONGO

Un voyage au Sud Kivu... Immersion totale!

PAR MAGALI ROMAN

Nous étions 11, le 15 novembre dernier, à embarquer dans le vol Bruxelles-Kigali avec pour objectif la rencontre du Sud Kivu (dans l'est de la RD Congo). Onze militants du MOC et de ses organisations constitutives, âgés de 25 à 72 ans, qui nous préparions depuis près d'un an à ce voyage... Un voyage que jamais nous ne pourrions oublier.

Début 2012, alors que notre groupe se constitue dans l'objectif d'un voyage prévu en novembre, nous apprenons que la région du Kivu, dans laquelle nous allons nous rendre, est une fois de plus en proie aux conflits. Le mouve-

ment rebelle appelé M23 s'installe et prend de l'ampleur dans le Nord Kivu.

A la veille de notre départ, les mouvements rebelles semblent « installés », à quelques kilomètres à peine de Goma... Notre séjour aura bel et bien lieu et il se limitera à la région du Sud Kivu, nous ne nous rendrons pas à Goma ni dans le Nord Kivu...

C'est ainsi que le 16 novembre, peu avant 18h (heure de fermeture du poste frontière), après une journée dans l'avion, une nuit passée à Kigali et une journée sur la route au travers de la tristement célèbre région des mille collines, nous franchissons la frontière entre le Rwanda et la RD Congo, à Cyangugu (entrée vers la ville de Bukavu).

Un état absent... Un quotidien de débrouillardise

La nuit commence à tomber mais les premiers contrastes sont flagrants. Si la route qui nous a conduits de Kigali à Bukavu était quelques fois chaotique, elle était en macadam. Lorsque nous passons la frontière entre le Rwanda et le Congo, à Bukavu, il n'y a plus de route... Des chemins de terre, dans la capitale de la province !

On a beau être prévenus, avant de partir, que la plus grande partie des chemins que

Un voyage qu'aucune personne du groupe ne pourra oublier.



© W&A



Bukavu : L'état déplorable des routes empêche le transport intérieur des produits intérieurs !

© WRM

nous emprunterons là-bas se résumeront à des pistes de terre, on n'en mesure l'ampleur qu'une fois sur place. Pour parcourir une centaine de kilomètres au Sud Kivu, il ne faut pas moins de quatre heures! Là-bas, les jeeps, même si elles appartiennent aux plus nantis, sont vraiment nécessaires : une autre voiture résisterait difficilement à l'état de ces routes.

Lorsqu'on aperçoit une route, ou ce qu'il en reste, il s'agit d'infrastructures entretenues par des multinationales pour permettre une « meilleure » exploitation de la région et de son sol. Lorsque celui-ci a été complètement pillé et que l'entreprise cesse son activité, la route se détériore aussi vite qu'elle a vu le jour... Selon les dires locaux, le revêtement des routes à Bukavu n'est « jamais plus épais qu'un CD » !

Mais la toute grande majorité des Kivu-tiens ne possèdent pas de véhicule. Les transports en commun n'existent pas non plus. Sur les routes, nous croisons de nombreuses femmes, avec de très lourdes charges sur le dos. D'autres, s'ils ont quelques francs congolais, utiliseront un taxi-mobylette, et certains, plus débrouillards, grimperont sur le toit d'un camion très rempli où ils s'installeront au-dessus de la cargaison, à leurs risques et périls lorsque le camion lui-même emprunte les pistes et bringuebale à flanc de colline.

Quelques jours sur place permettent très vite de s'apercevoir de l'absence totale du rôle de l'état dans l'organisation quotidienne de la vie des Congolais... Tout ce qui nous semble

évident chez nous, que parfois nous ne voyons même plus, tout ce pour quoi nous contribuons de façon solidaire à la construction de notre état, n'existe pas là-bas... Dans de très nombreux quartiers de Bukavu, lorsqu'elle existe, l'électricité est très régulièrement coupée, plusieurs fois par jour, pour des périodes plus ou moins longues. Dans de très nombreux quartiers également, il n'y a pas de distribution d'eau courante (on ne parle même pas d'eau potable !) : on voit ainsi, dans la ville, des femmes et des enfants porter de lourds bidons remplis de l'eau du seul robinet du quartier où ils font la file pour s'approvisionner.

Nous avons eu l'occasion de visiter une école. Les enseignants n'y sont presque pas payés par l'Etat. Si bien que pour donner la chance à leurs enfants d'apprendre à lire et à écrire au minimum jusqu'en fin de primaire, les parents doivent cotiser. Il n'est pas rare qu'ils doivent choisir entre leurs enfants ceux qui pourront aller à l'école, ou que les enfants doivent renoncer en milieu de scolarité.

Une nature éblouissante... Une extrême pauvreté

Mais au-delà de ce chaos, d'un point de vue touristique, le Congo possède un potentiel extraordinaire : la région des Grands Lacs, ce sont des collines verdoyantes, une nature extrêmement luxuriante, des paysages très verts et une faune extraordinaire (elle aussi menacée) qui s'épanouissent dans un climat idéal

(entre 20 et 30 degrés toute l'année). Et pourtant, cet aspect est trop souvent méconnu chez nous puisque ce pays ne fait malheureusement la une de nos journaux que lorsque des conflits se déclarent.

Les Congolais n'ont aucun mal à faire pousser toutes sortes de fruits et légumes savoureux. Le climat leur permet jusqu'à 3 récoltes par an, le territoire est immense... Et pourtant, au quotidien, ils connaissent l'insuffisance alimentaire. Ceci s'explique par la situation chronique d'insécurité dans les campagnes, mais aussi par l'état déplorable des routes qui empêche le transport intérieur des produits intérieurs. Dans les villages, des mères de famille nous expliquent qu'elles doivent alterner les rations alimentaires : un jour leurs fils, le lendemain leurs filles... Nous avons aussi constaté que la population de Bukavu vit littéralement sous perfusion extérieure pour se fournir les produits de première nécessité... Ainsi, par exemple, le riz consommé dans la capitale du Sud Kivu est importé du Pakistan et de Tanza-

nie alors qu'il est produit à Sange, au sud de la province !

Certains nouveaux phénomènes climatiques aussi nuisent aux récoltes et les paysans ne possèdent nullement de quoi replanter ce qui a été dévasté par une grêle inattendue...

Nonante pourcent de la population vit dans l'extrême pauvreté et de l'économie informelle, gagnant moins d'un dollar par jour. Il est assez choquant de voir que ce pays qui possède dans son sol bien plus de richesses que beaucoup d'autres sur notre planète, abrite une des populations les plus démunies... « C'est une malédiction des ressources ! » nous expliquent les Congolais !

Après 6 jours sur place à rencontrer des organisations de la société civile sur le terrain, le M23 s'est installé à Goma. L'incertitude plane sur Bukavu et nous décidons de quitter le pays, tristes, déçus et surtout inquiets pour les personnes que nous devons laisser derrière nous. Nous devons dire au revoir trop tôt à nos accompagnateurs, le cœur lourd de les voir



Difficile de ne pas être impressionnés par la dignité du peuple congolais qui, même dans l'adversité continue à rire et à danser.



L'espoir et la fierté nationale n'ont jamais quitté les Congolais.

© WPK

retourner vers Bukavu, ville menacée par les mouvements rebelles. Notre programme continuera au Burundi.

Engagement et espérance du peuple congolais

Nous avons vécu l'incertitude, le stress permanent d'une population qui depuis 15 ans, n'a pas connu de véritable paix. Mais nous gardons très précieusement en nous la leçon de courage, de ténacité mais aussi d'espoir et de résilience du peuple kivutien, qui ne renoncera jamais à lutter pour un avenir meilleur. L'espoir et la fierté nationale n'ont jamais quitté les Congolais. Il suffit de voir, dans une école, tous les enfants entonner fièrement leur hymne national... De même, de Kinshasa à Bukavu en passant par Kisangani, en cette fin novembre 2012, le peuple a manifesté son sentiment national profond pour dire non à une nouvelle décennie de conflits, lors de l'arrivée des rebelles à Goma.

Partout où nous sommes passés, nous avons été impressionnés par la dignité de ce peuple qui, même dans l'adversité, continue à rire et à danser. Après quelques trop courtes journées sur place, difficile de ne pas tomber amoureux de ce pays et de son peuple et d'en revenir avec un regard distant sur ce qui s'y déroule.

Ce voyage a définitivement marqué nos cœurs... Une véritable leçon de vie. 

Le BDOM

L'objectif premier de ce voyage au Sud Kivu était la découverte des différentes actions du Bureau Diocésain des Œuvres Médicales, partenaire de Solidarité Mondiale dans la région dans la mise en place de mutuelles de santé.

Depuis 1997 et la création des premières mutuelles, le projet a fait son chemin. Aujourd'hui, en 2013, plus de 100.000 membres se sont affiliés et bénéficient du remboursement des soins de santé par les mutuelles.

Le groupe a pu constater sur le terrain combien les Congolais font confiance en cette organisation issue de l'Église. Le BDOM est devenu une référence dans l'organisation et la gestion du système de santé dans un contexte difficile : outre les mutuelles de santé, l'État congolais a signé avec lui des conventions de cession en gestion d'abord pour 3 hôpitaux et puis avec 10 zones de santé.

Le BDOM est également actif dans la lutte contre le VIH/SIDA, la prise en charge des malades chroniques, la supervision médicale, l'Éducation pour la santé,... touchant ainsi les divers aspects des soins de santé primaire.

Avec les années, le BDOM de Bukavu est devenu un partenaire incontournable du ministère de la santé dans la province du Sud Kivu. Avec à son expérience, le BDOM a réalisé le tour de force de maintenir et développer jusqu'à ce jour ses activités en place dans un contexte très difficile de guerre, d'insécurité et de pauvreté criante de la population.



© WPK

Aussi présents au Burundi et au Rwanda...

PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE ET ANTOINETTE MAIA

Suite au changement de programme imposé au milieu du voyage d'immersion 2012 au Sud Kivu, les participants ont eu l'occasion d'ouvrir leur horizon sur un autre pays de la région des Grands Lacs et de découvrir au pied levé les initiatives soutenues par Solidarité Mondiale au Burundi. Dans les domaines de la santé, de l'insertion professionnelle de jeunes précarisés ou de la défense des travailleurs, le groupe a été impressionné par le jusqu'au-boutisme des projets que nos partenaires y mettent en place.

Dans cette région, le Burundi est un petit pays qui compte près de 8 millions d'habitants, avec une forte densité démographique. Entre 1993 et 2002, cette ancienne colonie allemande puis belge a connu la guerre civile et des violences interethniques qui ont laissé des traces dans les mémoires. Depuis 2005, le pays a repris le chemin de la démocratie et de la réconciliation, mais reste le troisième pays le moins développé du monde, d'après le PNUD¹. 90% de la population vivant de l'agriculture, le pays fait face à une surexploitation des terres et un

fort déboisement qui provoquent de l'insécurité alimentaire, une bombe sociale pour le pays.

AGAKURA : pour l'autonomie des jeunes

Dans un pays où 60% de la population a moins de 18 ans, l'association Agakura s'est développée pour sortir les enfants des rues et leur donner une autonomie à partir de leurs potentialités propres. « Il n'y a pas de déchet humain », tel est le credo de son charismatique fondateur et coordinateur, le frère Déo. Agakura a développé plusieurs centres dans le pays afin de permettre à des jeunes en difficultés (enfants de la rue, orphelins, déscolarisés, en décrochage familial) d'apprendre un métier, et ce dans différents domaines: élevage de porcs, fabrication artisanale de tuiles, cultures diverses (bananes, tomates, aubergines, haricots...), pisciculture...

Tous les projets sont mis en œuvre dans un souci de développement durable : une véritable réflexion est réalisée sur les techniques utilisées pour éviter l'érosion des sols et celle-ci est partagée avec les communautés vivant autour des centres via des agents de



AGAKURA, fabrication de tuiles artisanales.

© WSM

¹ PNUD = Programme des Nations unies pour le Développement



Notre groupe de voyageurs accueilli chaleureusement au Burundi par nos partenaires.

développement. L'objectif est de permettre aux bénéficiaires de lancer leurs propres activités génératrices de revenus dans le respect de leur environnement. Agakura profite donc non seulement aux jeunes qui bénéficient de ses formations, mais aussi à toute la communauté aux alentours !

ODAG : au service du développement intégral à Gitega

L'ODAG (Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega) est une organisation issue de l'Eglise, active tant dans le domaine social qu'économique. L'organisation travaille aussi autour des questions de droit et de justice.

Au niveau économique, l'ODAG propose des microcrédits et développe des coopératives, cela dans une perspective globale de lutte contre l'insécurité alimentaire. Elle fonctionne avec des comités à la base qui lui permettent d'être constamment en contact avec les réalités de pauvreté que connaît la population sur le territoire de 3 provinces.

Grâce aux mutuelles de santé développées avec le soutien de Solidarité Mondiale, mais aussi grâce à son investissement dans différents hôpitaux et centres de santé dans la région, un de ses objectifs est d'améliorer l'état de santé de la population. L'ODAG fait un tra-

vail remarquable au service des handicapés : 4 écoles ont été mises sur pied pour accueillir des enfants aveugles, sourds et muets, handicapés moteurs et handicapés mentaux. L'investissement total des éducateurs dans ces centres, qui parviennent à fonctionner avec très peu de moyens, a marqué les voyageurs. Ce sont des centres nécessaires, car jusqu'il y a peu, l'Etat ne prenait pas en charge les personnes handicapées, en l'absence d'une politique suffisante de protection sociale.

CSB : pour la liberté syndicale

La Confédération syndicale du Burundi (CSB) regroupe en son sein 7 syndicats affiliés, représentant près de 5.500 membres : personnel de l'enseignement primaire, agriculture et pisciculture, producteurs de café, travailleurs de la brasserie SOCABU... Son objectif : dynamiser le syndicalisme par des campagnes d'information et de sensibilisation, tout en accroissant le taux de syndicalisation. La CSB se mobilise actuellement contre la vie chère.

Le soutien de Solidarité Mondiale à cette confédération a pour but de la renforcer dans son travail de coupole. Cela passe notamment par des formations pour l'égalité des genres dans l'objectif de sensibiliser et d'augmenter la présence des femmes au sein du syndicat, ou par des formations sur le dialogue social. ●●●

RWANDA, tout en synergie

La collaboration avec Solidarité Mondiale et ses partenaires COTRAF, FMP et CEFOTRAR et plus récemment avec ARR s'inscrit dans le cadre de la promotion et la défense des droits des travailleurs, la création d'emplois et de la protection sociale.

Depuis sa sortie de guerre de 1990 à 1994, le Rwanda jouit d'une certaine stabilité, mais ses guerres au Congo font planer un sentiment d'insécurité permanente sur son territoire, mais aussi une insécurité réelle chez son voisin (voir article p 4-7). Malgré cette situation, nos partenaires travaillent sur le terrain depuis de longues années afin d'améliorer la situation de milliers de travailleurs et de travailleuses.

FMP, une longue expérience

Le soutien de Solidarité Mondiale à la FMP depuis près de 20 ans se situe au cœur même de notre mission. La FMP est une coupole d'organisations sociales composée de la JOC, des EER (Equipes enseignantes du Rwanda, syndicat), du MTCR (mouvement de travailleurs) et d'un autre mouvement de jeunes, le XAVE-RI. Ensemble, la FMP représente ainsi plus de 40.000 membres.

La FMP est active dans tout le pays dans l'encadrement de ses membres à travers ses activités de formation, de sensibilisation et d'information, ainsi que dans l'appui aux initiatives socioéconomiques des groupes de base. Les agri-éleveurs, les jeunes sans terre et sans emploi du milieu rural, les taxis-motos, les artisans d'objets d'art... membres des mouvements constitutifs font partie des groupes cibles de la FMP.

COTRAF, éloge à la solidarité

« *Tout doit être fait pour que la solidarité entre les travailleurs se renforce* », est le mot d'ordre du COTRAF (Congrès du Travail et la Fraternité). C'est ainsi qu'en 2009, le congrès tenu par COTRAF décidait de mettre en place au Fond général de Fraternité. Ce fond démontre sa pertinence dans un pays où règnent encore mille violations des droits des travailleurs : constitution d'une caisse de grève, appui solidaire aux membres du COTRAF victimes de la persécution syndicale et enfin appui aux petits projets générateurs de revenus visant l'amélioration du bien-être des travailleurs comme, par exemple, la création de magasins sociaux pour protéger leurs revenus contre la spéculation des commerçants.

COTRAF est un syndicat qui a été relancé en 2003 à partir de l'ancien syndicat STRIGECOMI (syndicat des travailleurs des industries, garages, entreprises de construction et mines) créé en 1989 et dont les activités ont été interrompues à partir de 1994 suite au génocide et ses conséquences. Aujourd'hui, COTRAF compte plus de 15.000 membres dont la majorité est issue du secteur informel (secteur



qui représente au Rwanda plus de 90% de la population).

Afin d'améliorer les revenus de milliers de travailleurs de ce secteur, COTRAF a créé et renforcé des caisses d'épargne et de crédit, des boulangeries sociales... Mais surtout COTRAF a mis un point d'honneur à développer la formation pour ces personnes ainsi qu'un encadrement approprié en leur faveur.

Nous ne pouvons taire ici l'excellent partenariat existant entre COTRAF, la CSC, la CSC BIE de Charleroi depuis quelques années : renforcement des capacités, visites d'échanges d'expériences, appui-conseil, soutien à l'édition des brochures, octroi d'une presse à briques, etc.

CEFOTRAR, la formation pour l'emploi décent

Projet initié en 1987, il a dû être arrêté par les guerres et le génocide au Rwanda. Il a pu être relancé en 2003. CEFOTRAR est un centre de formation professionnelle reconnu et s'adresse aux jeunes déscolarisés, sans qualification professionnelle et du secteur informel.

Basées à Kigali, les principales activités professionnelles menées dans le centre comprennent la soudure, la maçonnerie, la menuiserie et la couture. Ce qui offre à des centaines de jeunes suivant la formation d'autres alter-

natives d'accès au marché du travail face à des emplois agricoles sursaturés.

ARR, pour la défense des retraités

L'ARR est l'Association rwandaise des retraités. Elle existe depuis 2006 et a pour mission de défendre les droits des personnes retraitées dans un pays où peu de législation existe ou est respectée pour les protéger. C'est ainsi que l'ARR recueille les cas de violations et en assure le suivi auprès des institutions concernées.

Elle est également à l'origine de la coalition « Retraite décente pour tous » qui fin 2011 organisait un atelier pour les médias dans le but de mobiliser les autorités à œuvrer pour augmenter les cotisations de la pension de vieillesse. Cette coalition regroupe d'ailleurs des organisations membres de la FMP comme la JOC et le MTCR.

L'ARR cible différents groupes parmi les retraités : ceux à très faibles revenus, à faibles revenus et sans assistance sociale ainsi que ceux à santé fragile. Ces groupes ont pour point commun le manque de moyens d'existence et l'inaccessibilité aux services et aux soins de santé. Mais plus grave encore, certaines dispositions de la loi sur la sécurité sociale et les droits fondamentaux en matière de protection ne sont pas respectés. La plupart des mutuelles de santé ne prennent pas en charge les soins de santé et les maladies spécifiques aux personnes âgées. 



La formation professionnelle est la mission principale du centre CEFOTRAR.

© WRM

© WRM

